



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC  
2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302, Montréal (Québec) H2K 1C3  
Tél.: (514) 523-7762 Téléc.: (514) 523-7741 Courriel : alpha@rgpaq.qc.ca  
www.rgpaq.qc.ca

## **Communiqué**

**Pour diffusion immédiate**

### **Réaction du RGPAQ au budget provincial 2005-2006**

#### **Un budget sans vision qui laisse de côté la lutte contre la pauvreté**

**Montréal, le mardi 26 avril 2005** – Le *Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec* (RGPAQ) juge déplorable le budget Audet qui ne soutient pas la lutte contre la pauvreté, sabre dans l'aide sociale et ne fait rien pour appuyer les efforts des personnes engagées dans une démarche d'alphabétisation populaire.

Le gouvernement libéral s'est entêté à décréter des baisses d'impôt qu'il n'a pas les moyens d'offrir et qui n'aideront en rien les citoyens les plus pauvres. Jumelées aux mesures fiscales offertes aux entreprises, ces baisses d'impôt ont comme seul effet de réduire la marge de manœuvre du gouvernement, notamment en ce qui concerne le financement de la lutte contre la pauvreté. « **Le gouvernement préfère offrir des baisses d'impôt qui creusent l'écart entre riches et pauvres plutôt que d'investir massivement dans la lutte contre la pauvreté,** souligne Christian Pelletier, coordonnateur du RGPAQ. **Il est assez déplorable que le gouvernement fasse preuve d'aussi peu d'équité envers ses citoyens et de jugement quant à la gestion des finances publiques** ».

Les participants en alphabétisation populaire devront semble-t-il attendre encore avant de bénéficier d'un soutien financier dans leur démarche. Il n'y a rien en effet pour aider ceux-ci à payer les frais encourus par leur démarche, comme les frais de déplacement ou de garde d'enfants. Par ailleurs, le RGPAQ rappelle que le gouvernement devra impérativement indexer dès cette année le financement des groupes d'action communautaire autonome financés par le MÉQ. « **Le financement des groupes d'alphabétisation populaire n'a pas été indexé depuis dix ans,** fait remarquer M. Pelletier. **C'est vraiment une priorité absolue si l'on veut qu'ils puissent réaliser leur mission sociale et répondre aux besoins des adultes peu alphabétisés** ».

Le RGPAQ déplore le traitement réservé à l'aide sociale dans ce budget. Le gouvernement a notamment fait l'impasse sur la gratuité des médicaments pour les personnes assistées sociales sans contraintes sévères à l'emploi, offrant là une bien étrange façon de prioriser la santé. Il n'a pas non plus prévu d'argent pour financer l'abolition des pénalités ni pour corriger l'injustice de l'indexation partielle réservée à certains prestataires de l'aide sociale en janvier 2005. Les compressions de cette année, qui s'ajoutent aux coupures des deux dernières années, font craindre le pire et placent le gouvernement en infraction par rapport à la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

**Source :** Jean-François Venne  
(514) 837-2480, (514) 523-7762  
jf\_venne@videotron.ca